



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DELIBERATION N° 25077 DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du dix-neuf juin deux mille vingt-cinq

NOMENCLATURE ACTES : 2.1 DOCUMENTS D'URBANISME

Convocation datée du 13 juin 2025, envoyée le 13 juin 2025, affichée le 16 juin 2025

Le Conseil Municipal de la commune de Rognac s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Christophe GONZALEZ, Maire de Rognac, qui ouvre la séance à 18 heures 30 et procède à l'appel des membres.

Présents : Benoit BOURRILLON, Alizée BARROU, Marc ALBERICI, Cindy NASCA, Romain ARNAUDO, Marjorie NICOLAS, Yannick GRÉE, Marjorie SCHNEIDER, Éric NICOLAS, Lucien DARET, Ginette BARRIER, François OCCHIPINTI, André PARASKEVAS, Solange PATISSO, Nathalie SANCHEZ, Myriam PASSALACQUA, Laurent PASSALACQUA, Julien MOUREN, Ivan VESPERINI, Elizabeth MAZET, Willy NICOLLET, Fabien NICOLETTI, Dominique GARCIA, Sylvie MICELI-HOUDAIS, Aurélie SOARES, Maël VALAVIAUX.

Procurations : Éric CAVALLARO à Yannick GRÉE, Thierry MACCHI à Benoît BOURRILLON, Frédéric SCHACRE à Elizabeth MAZET, Céline LLUGANY à Willy NICOLLET.

Était absente : Danielle DUROS, Jacqueline KOKORIAN.

Secrétaire de séance : Ginette BARRIER

AVIS DU CONSEIL MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE ROGNAC RELATIF A L'APPROBATION DU PLAN LOCAL DE MOBILITE DES COMMUNES DE BERRE L'ETANG, COUDOUX, LA FARE LES OLIVIERS, ROGNAC, VELAUX ET VENTABREN (BASSE VALLEE DE L'ARC) ET SON PLAN D' ACTIONS

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code des Transports ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;

Vu la loi n°96-1236 du 31 décembre 1996 relative à l'Air l'Utilisation Rationnelle de l'Energie ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;

Vu la loi n°2010 788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, « Grenelle II » ;

Vu la loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit européen ;

Vu l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 relative à l'organisation de la consultation locale ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 portant nouvelle stratégie nationale bas carbone (SNBC2) ;

Vu la délibération du 17 décembre 2020 relative à la création du comité des partenaires en vertu de l'article L 1231-5 du code des transports ;

Vu la délibération du 16 décembre 2021 portant bilan de la concertation du projet de Plan de Mobilité ;

Vu La délibération du 24 février 2025 relative à l'approbation du plan local de mobilité Basse

Vallée de l'Arc, par la commune de Coudoux ;

Vu La délibération du 16 janvier 2025 relative à l'approbation du plan local de mobilité Basse Vallée de l'Arc par la commune de Velaux ;

Vu La délibération du 3 février 2025 relative à l'approbation du plan local de mobilité Basse Vallée de l'Arc, par la commune de Ventabren ;

Vu La délibération du 30 janvier 2025 relative à l'approbation du plan local de mobilité Basse Vallée de l'Arc, par la commune de La Fare-les-Oliviers

Vu La délibération du 7 mars 2025 relative à l'approbation du plan local de mobilité Basse Vallée de l'Arc, par la commune de Berre-l'Etang.

Considérant que le Plan Local de Mobilité (PLM) Basse Vallée de l'Arc s'inscrit dans la stratégie métropolitaine du plan de mobilité 2020-2030. Ce plan, compatible avec les différents documents de planification sur les orientations environnementales et urbaines vise à offrir une mobilité multimodale adaptée aux enjeux locaux, à réduire l'utilisation de la voiture individuelle et à améliorer la qualité de l'air.

Considérant que les principaux objectifs incluent :

La réduction de 15 % de la part modale de la voiture et de la moto.

L'augmentation de 50 % de l'utilisation des transports collectifs.

Le développement des mobilités actives, pour atteindre une part modale de 7 % des déplacements à vélo.

Considérant que le Plan de Mobilité prévoit sa déclinaison à l'échelle des 25 bassins de mobilité que compte la métropole. Ainsi chaque bassin de mobilité fera l'objet d'une démarche concertée puis d'un plan d'actions chiffré et hiérarchisé délibéré par les institutions concernées, à savoir les communes et la Métropole.

Considérant que le PLM Basse Vallée de l'Arc a été coconstruit avec les représentants des communes de Berre l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren, et les acteurs du territoire de mars 2023 à décembre 2024.;

Considérant que les enjeux du diagnostic du bassin de proximité Basse Vallée de l'Arc sont : la réduction des déplacements motorisés sur les courtes distances (<3 km), le développement des alternatives à la voiture, notamment pour la mobilité scolaire, l'amélioration de la sécurité pour les piétons et les cyclistes, l'optimisation des infrastructures intermodales, tels que les pôles d'échanges multimodaux (PEM) et les aires de covoiturage, la sensibilisation des habitants pour encourager un changement de comportement pour faciliter les pratiques de mobilité durables.

Considérant que le Plan Local de Mobilité « Basse Vallée de l'Arc » se compose d'un programme de 47 actions (annexe n°3) autour de 2 principaux axes stratégiques, à savoir l'Axe stratégique reliant le centre urbain de La Fare les Olivier, le PEM de Coudoux, le rond-point du Moulin du Pont et le centre urbain de Ventabren et l'Axe stratégique reliant les centres urbains de Berre l'Etang et de Rognac.

Considérant au sujet de ce dernier axe que la mise en place de la multimodalité sur le réseau routier se traduit par la requalification de la RD 21 et de la RD 113. Le nouveau plan de circulation de Rognac a pour but de réduire le trafic de transit, apaiser le centre-urbain et améliorer la fiabilité de la desserte TC au niveau de la gare. Ces projets viennent en complément d'autres opérations pour favoriser le report modal et diminuer la part de voiture individuelle sur le territoire.

Considérant que le plan local de mobilité se décompose en plusieurs leviers, intitulés : « un système vélo global », « un système de transport collectif performant », « un système routier réinventé, innovant, efficace et durable », « un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux », des « espaces publics partagés et attractifs », « se donner les moyens de réussir », dont les détails et actions correspondantes sont détaillées ci-dessous ainsi que dans les documents annexés à la présente délibération :

Un système vélo global

Un programme ambitieux pour développer les infrastructures cyclables vise à encourager les déplacements à vélo dans le territoire. Parmi les priorités, l'aménagement de la ligne 3 métropolitaine du plan vélo entre Vitrolles et Rognac, avec une extension jusqu'à Velaux. L'aménagement d'itinéraires cyclables structurants à l'échelle intercommunale, entre La Fare-les-Oliviers et Coudoux, Ventabren et Velaux via la D10 viennent en complément de la mise en place de schémas cyclables communaux. Trois schémas sont d'ores et déjà engagés à Berre-l'Etang, Velaux et La Fare-les-Oliviers.

Des études d'opportunité pour finaliser ce maillage par des connexions secondaires ou de loisirs, seront également menées afin de relier le bassin Basse Vallée de l'Arc au Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence, aménager une piste cyclable aux abords de l'Arc à Berre-l'Etang, requalifier l'Avenue Général De Gaulle à Velaux, relier Ventabren à Velaux via la D19, connecter le quartier des Brets-Barjaquets à Rognac.

Pour renforcer l'usage du vélo, des solutions de stationnement sécurisé près des centralités, et un système de vélos en libre-service sur le périmètre de la Basse Vallée de l'Arc, sont également prévus par la maîtrise d'ouvrage communale.

Sur le périmètre de ce PLM, les partenaires entendent développer un réseau vélo d'environ 50 km de voies cyclables aménagées, continues et sécurisées ayant pour objectifs de rejoindre les principales polarités des villes et de compléter ce maillage par 500 stationnements vélos (arceaux et box sécurisés) sur le périmètre.

Le système de transport collectif performant (5 actions)

A ce sujet, les actions proposées visent à améliorer les infrastructures routières et les services de transport collectif pour renforcer l'attractivité et la connectivité du territoire. Une étude sera menée pour requalifier la D21. L'optimisation des lignes de transport collectif vers Vitrolles et Aix-en-Provence sera étudiée pour mieux répondre aux besoins des usagers.

Le système routier réinventé, innovant, efficace et durable

Plusieurs actions sont envisagées à ce sujet. L'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (IRVE), une optimisation de la gare de péage de l'A8 depuis la D10. Le Réaménagement du secteur entre le giratoire des Guigues et le trèfle RD113/RD21 comptent parmi les actions prioritaires à engager. Des études d'opportunité seront lancées à Ventabren, Berre-l'Etang et Rognac, tandis que l'aire de covoiturage du Moulin du Pont à Velaux fait partie du plan d'actions.

Un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM)

5 actions ont été identifiées pour ce levier. Les projets de pôles d'échanges multimodaux (PEM) de Coudoux et La Fare-les-Oliviers, seront desservis par le REM routier, des lignes interurbaines et des services de Transport à la Demande (TAD PMR). Des améliorations d'accessibilité et de services sont proposées sur la gare de Rognac en coordination avec la Région, Gares et Connexions, la Ville de Rognac et la Métropole.

Les espaces publics partagés et attractifs (9 actions)

Ces actions incluent l'élaboration et la mise en place de plans de circulation pour Rognac et Berre-l'Etang ; ainsi que l'extension des zones apaisées (zone 30 et zone 20) à La Fare-les-Oliviers et l'entrée de ville sur la D10 à

Ventabren. Des initiatives comme la végétalisation, la désimperméabilisation des espaces publics visent à améliorer le confort urbain. Pour les écoles, des solutions comme les pédibus et les "rues aux écoles" renforcent la sécurité et l'autonomie des élèves. Enfin, le jalonement piéton encouragera le stationnement en périphérie, tandis que des mesures de régulation favoriseront une meilleure rotation du stationnement, notamment à Berre-l'Étang.

Se donner les moyens de réussir

3 actions ont été identifiées pour ce levier. Ces actions visent à encourager des mobilités durables et à impliquer l'ensemble des acteurs locaux. Le dispositif *Savoir Rouler à Vélo* sera déployé dans certaines écoles pour sensibiliser les jeunes à la pratique sécurisée du vélo. Les entreprises et administrations locales seront accompagnées par notamment le dispositif MopiPro, dans la mise en oeuvre de Plans de Mobilité Employeur (PDME) et du développement du covoiturage.

Considérant que la maîtrise d'ouvrage de ce programme pluriannuel de 47 actions se répartit entre la Métropole (17 actions), les 6 communes (19 actions), le Département (3 actions) et les autres acteurs concernés dont ASF pour les PEM autoroutiers.

Considérant que le lancement de plusieurs opérations sont programmées à compter de 2025, dont, concernant Rognac, l'aménagement de la ligne 3 métropolitaine du plan vélo section Vitrolles - Rognac et extension jusqu'à Velaux (étude de faisabilité pour une liaison cyclable Velaux Rognac), le lancement d'une étude de circulation de la ville de Rognac, en lien avec le schéma d'accessibilité de la gare, l'étude du réaménagement entre le giratoire des Guigues (RD 113 et RD 10) et le trèfle RD 113/RD21 en intégrant la sécurisation, le lancement d'une étude de requalification de la D21 entre Berre l'Étang et Rognac, des études portant sur le périmètre des Transports à la demande ou encore le lancement d'une étude d'opportunité pour créer des aires de covoiturage complémentaires, ou encore le lancement d'une étude de faisabilité d'un aménagement cyclable dans le quartier des Brets Barjaquets à Rognac.

Considérant que le dernier comité de Pilotage s'est tenu le 17 décembre 2024 et a validé le principe du Plan Local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc.

Considérant que le Plan local de Mobilité a été approuvé en Conseil Métropolitain le 27 février 2025.

Considérant que les actions du PLM Basse Vallée de l'Arc, seront intégrées au suivi du plan de mobilité réalisé annuellement.

Considérant qu'après étude du tableau des opérations du plan local de mobilité propres à la commune de Rognac (cf Annexe n° 4), il apparaît que, s'agissant du plan vélo global, la création d'une piste cyclable connectant les communes de Velaux, Rognac, et Vitrolles, ce qui représente une distance d'environ 10 kilomètres, peut être opportune en cas d'un tracé cyclable en site propre, mais sa réelle utilité serait nécessairement subordonnée à la réalisation d'équipements nécessaires à la sécurité des cyclistes et leur arrêt en cas d'incident technique.

Considérant en outre, que la Commune de Rognac concentre d'importants flux de mobilités, traversée à la fois par l'autoroute A7 et plusieurs routes départementales (RD 113, RD 20, RD 21, RD 55) ce qui induit une saturation du trafic routier.

Considérant qu'il apparaît prioritaire de proposer préalablement les moyens de désengorger la commune tels que la réalisation d'un échangeur au niveau de la Commune de Coudoux ou encore la construction d'un mur anti bruit au droit de l'autoroute A7.

Considérant que ces deux exigences peuvent être considérées comme des préalables indispensables à la poursuite d'un développement économique vertueux et harmonieux au bénéfice de la population rognacaise, l'un en réduisant le trafic et l'autre en renforçant la sécurité et en amenuisant les nuisances sonores provoquées par l'actuel et à venir flux routier.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil Municipal :

D'approuver le Plan Local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc ci-annexé et son plan d'actions, tout en sollicitant vivement la prise en compte des réserves listées au sein des quatre derniers considérants

Annexe 1 : Le diagnostic dynamique du périmètre permettant de prendre la mesure de l'ensemble des composantes de la mobilité locale ainsi que des projets d'aménagement urbain et de développement économique identifiés ;

Annexe 2 : Le document de synthèse du PLM

Annexe 3 : Le programme d'actions pluriannuelles

Annexe 4 : Tableau des opérations concernant Rognac

Après en avoir délibéré,

Adopter A l'unanimité avec 31 « VOIX »

APPROUVE le Plan Local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc ci-annexé et son plan d'actions, tout en sollicitant vivement la prise en compte des réserves listées au sein des quatre derniers considérants

Rappelle que la présente délibération peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication :

- D'un recours administratif ; Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois :
 - o Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif,

- Soit à compter de l'expiration du délai de deux mois après la formulation du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille :
 - Par courrier à l'adresse suivante : 22 & 24 rue Breteuil 13281 MARSEILLE CEDEX 06,
 - De manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Monsieur le Maire est Chargé de l'exécution de la présente délibération,
Ainsi fait et délibéré en séance le jour, mois et an que dessus



POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE,
CHRISTOPHE GONZALEZ

Affiché du 23/7/25 au 22/9/25

Transmis en Sous-préfecture le

Notifié le